

5 février 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le renouveau d'Alstom et sur les efforts en faveur d'une politique industrielle, La Rochelle le 5 février 2008.

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Ministre,

Cher Patrick KRON,

J'ai une émotion très particulière à être ici aujourd'hui, le jour où Alstom inaugure l'Automotrice à Grande Vitesse, le train le plus moderne et le plus performant du monde et la nouvelle référence technologique de la grande vitesse ferroviaire.

L'inauguration de l'AGV aujourd'hui démontre qu'Alstom, même dans les pires moments, n'a jamais sacrifié la recherche-développement aux urgences de l'instant. Et qu'Alstom n'a jamais oublié que sa véritable force était dans sa technologie.

Ce lancement de l'AGV marque aussi à mon sens l'aboutissement du renouveau d'Alstom. Un renouveau qui survient après une crise terrible, en 2004, qui menaçait l'existence même de l'entreprise.

Ce renouveau est avant tout votre oeuvre, l'oeuvre des salariés d'Alstom et l'oeuvre des sous-traitants d'Alstom qui ont fait confiance à leur nouvelle direction alors qu'ils avaient été si déçus - à juste titre - par la précédente. C'est l'oeuvre de Patrick KRON. Moi je peux porter un témoignage. Le président d'Alstom, il se battait pour Alstom alors que plus personne n'y croyait. Et le Président d'Alstom à l'époque, il n'est pas venu voir le Ministre des finances que j'étais pour se recaser, mais pour demander au Ministre des finances de l'aider à sauver une entreprise dans laquelle il croyait. Et puis, je pense que l'on peut saluer particulièrement ce matin Patrick KRON pour le courage et l'intelligence dont il a su faire preuve.

Alstom, c'est aussi autre chose et je le dis à mes propres amis politiques élus qui ne m'ont pas toujours compris lorsqu'en 2004, j'ai renationalisé Alstom partiellement, en rachetant 22% du capital de l'entreprise. Ce n'est pas le rôle d'un Ministre des finances de rester assis, les bras croisés en regardant faire. Je crois au marché, je crois à la concurrence, je crois à la mondialisation, mais je crois aussi au volontarisme. Il faut qu'un grand pays développe une vraie politique industrielle. Alstom, c'était l'énergie et les transports et les bateaux - que je regrette encore une fois.

Un Ministre des finances, un Président de la République doivent s'engager au service de l'économie. Ce n'est pas faire de l'ingérence. Mais moi je n'ai toujours pas digéré la façon dont Pechiney a disparu du paysage industriel français parce que l'on a pas eu le courage, à un moment donné, de dire, la France a besoin d'une industrie chimique. Moyennant quoi, Pechiney est parti au Canada.

On peut être parfaitement libéral et avoir une volonté politique industrielle. Ce n'est pas contradictoire. Et puis, il y a la concurrence. Je n'oppose pas l'industrie à la concurrence. La concurrence est un stimulant et le monopole un danger. Mais une politique de la concurrence efficace doit regarder à moyen terme ce que doit être le paysage d'une industrie. Nous n'avons pas accepté que la commission, à un moment donné, ait la tentation de démanteler Alstom au service d'un des grands concurrents d'Alstom, Siemens. Et cela a été une fameuse bataille pour les convaincre. Je dis une chose : je n'ai pas voulu de la fusion entre Siemens et Alstom parce

... les concurrents et de une chose : je n'ai pas voulu de la fusion entre éléments et actions, parce que cette fusion se faisait sur le démantèlement d'Alstom et non pas sur la construction d'un grand groupe européen, ce qui aurait pu se concevoir un moment donné. Et que l'on arrête de présenter la concurrence comme l'impossibilité d'avoir une stratégie industrielle. La concurrence doit être loyale et pas déloyale. Et l'on savait parfaitement que les problèmes d'Alstom venaient d'une grave erreur sur la technologie des turbines à gaz. Parce que lorsqu'on achète à prix d'or une nouvelle technologie et qu'elle ne marche pas, ce n'est pas bon pour l'entreprise. Et les salariés et les ouvriers n'y étaient pour rien. C'est comme cela que l'on a pu sauver cette entreprise.

La chance d'Alstom aujourd'hui, c'est de produire un moyen de transport indispensable au XXI<sup>e</sup> siècle. Les deux concurrents du Train à Grande Vitesse, l'avion et la route, affrontent la hausse des cours du pétrole et l'obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le TGV devient pour les pays émergents un élément clef d'une stratégie de développement, et je suis très heureux qu'une entreprise comme ALSTOM ait pu trouver un grand industriel français. C'est certainement pas parce que Martin BOUYGUES est mon ami depuis longtemps, que je vais m'abstenir de dire tout le bien que je pense de son action. Je sais que c'est un grand classique dans la politique, on dit du mal de ses amis et du bien de ses adversaires.

Je suis très heureux qu'en France il y ait des gens qui aient des moyens et qui mettent ces moyens au service de l'industrie, plutôt que de les placer à l'étranger au service de leur propre cause. Et il faut absolument réconcilier les français avec le capitalisme familial, avec le capitalisme entrepreneurial sinon nous ne pourrions pas garder d'usines, d'industries et d'entreprises en France. J'étais très heureux que les 22 % de l'Etat soient vendus à un grand industriel privé qui est devenu l'actionnaire de référence d'ALSTOM. C'est tant mieux pour cette entreprise, parce que l'Etat n'a pas vocation à rester propriétaire de votre entreprise, fusse partiellement, et c'est une grave erreur que de critiquer ceux qui en France ont des moyens et les mettent au service de l'industrie et de l'entreprise.

Pour les salariés, les équipes d'ALSTOM, c'est quand même mieux d'avoir un actionnaire de référence qui est un grand industriel que d'avoir simplement un fond de pension dont on ne sait pas toujours d'où viennent les fonds et quelles sont les pensées. Je veux dire que le travail qui a été fait ici c'est un travail solide. Je n'ai rien contre les fonds de pension, mais l'avantage, quand on parle avec votre actionnaire, c'est que l'on sait qui il est et ce qu'il fait et qu'il accompagnera le dynamisme et l'ambition de l'entreprise, parce que nous avons et nous devons avoir beaucoup d'ambition pour votre entreprise.

Ce qui me fait plaisir dans l'inauguration de ce matin, c'est que cela montre qu'ALSTOM veut conserver son leadership en conservant son avance technologique. Il faut toujours avoir un coup d'avance et ce n'est pas parce que l'on a gagné le combat d'aujourd'hui qu'on gagnera celui de demain. Il est surprenant d'ailleurs que pendant un quart de siècle l'Europe et le Japon étaient les seules parties du monde à s'intéresser à la grande vitesse ferroviaire. Et puis depuis quelques mois cela change. Oui, on s'est battu Patrick pour que vous ayez le TGV au Maroc et c'est un fait économique et politique sans précédent que le premier TGV dans un pays africain sera d'ALSTOM. C'est un fait sans précédent que nous commençons à ouvrir des marchés en Amérique du Sud. On va continuer à vous accompagner et à le faire de toutes nos forces.

Sur la concurrence, je voudrais dire une chose, pour qu'également la situation soit claire. ALSTOM et la France, nous ne refusons pas la concurrence mais je n'accepterai pas que certains concurrents d'ALSTOM viennent en France participer à des appels d'offre alors que sur leurs marchés d'origine, ils ont des marchés captifs qui s'accordent de gré à gré. BOMBARDIER, c'est une grande entreprise et des gens de grande qualité. BOMBARDIER n'a pas besoin du monopole au Canada pour concourir sur les autres marchés. En tout cas, que les choses soient claires, si BOMBARDIER veut concourir dans les appels d'offres en FRANCE, il est le bienvenu mais dans ce cas-là je demande qu'ALSTOM soit également le bienvenu pour concourir au CANADA. La concurrence, c'est la réciprocité, s'il n'y a pas de réciprocité, nous en tirerons toutes les conséquences. Et je le dis d'ailleurs aux gestionnaires des collectivités territoriales qui sont ici. Tenez aussi compte de la réciprocité lorsque vous faites des appels d'offre. Alors je sais bien que

L'Italie a d'ores et déjà commandé l'AGV. L'ITALIE a eu raison, j'espère que la CHINE fera de même, notamment pour la ligne Pékin-Shanghai sur laquelle nous travaillons. Je n'ai d'ailleurs aucun complexe à mettre l'Etat au service de la puissance commerciale d'ALSTOM, cher Dominique BUSSEREAU, parce que ces grands marchés sont bien souvent des marchés négociés avec les autorités étatiques ou des grandes entreprises publiques. Nos concurrents le font, nous serions bien sots d'avoir la naïveté de ne pas le faire. D'ailleurs les contrats que nous avons signés depuis 8 mois représentent plus de 1 100 emplois sécurisés pour des années pour ALSTOM Transport et ses sous-traitants.

Alors je sais que derrière ALSTOM et son succès, il y a une situation inquiétante de l'industrie en France. D'abord, je veux redire combien c'est une erreur de ne pas imaginer que la monnaie ça compte dans une stratégie commerciale. Si on veut continuer à produire en zone euro, il faut que nos industriels ne soient pas pénalisés par un euro trop fort. Si cela gêne que je dise que l'euro est trop fort, alors je dirai que le dollar est trop faible. Cela ne change rien mais si cela peut être plus diplomatique, je le fais bien volontiers. Mais si on veut continuer à produire en zone euro, ce n'est pas la peine de perdre de la compétitivité avec une monnaie qui se retrouve à des niveaux historiques par rapport à la monnaie de production de nos grands concurrents.

Je sais bien que d'autres se débrouillent avec cet euro fort mais ce n'est pas une raison pour se faire pénaliser. On a déjà le dumping fiscal, on a le dumping social, on a le dumping environnemental. Ce n'est pas la peine de prendre en plus le dumping monétaire.

Je crois également qu'il faut dans cette affaire nous engager dans la formation des hommes. On a tellement dit sur tous les tons que l'industrie en France c'était fini, que l'avenir c'était les services, que nous en voyons maintenant le résultat : les vocations scientifiques et techniques se tarissent. Nous ne pouvons pas laisser la compétence française dans les sciences et techniques continuer à s'anémier jour après jour. Il faut renverser cette tendance.

A l'un de mes amis qui me disait pendant la campagne électorale : "pourquoi vas-tu dans les usines ? Il y a beaucoup plus de gens dans les bureaux. Va donc dans les services". Je lui ai fait valoir cet argument auquel je crois, c'est que les Français ont beaucoup de bon sens et savent très bien que le jour où on fermera toutes les usines, il ne restera pas de place pour les services et que les ouvriers dans les usines sont les premiers à y passer. C'est après que les autres suivent. De toutes les manières, je n'ai pas l'intention d'aller visiter les centres avec tout le monde en blouse blanche, qui sont tellement performants qu'il en existe un : celui que l'on fait visiter au Président de la République. Je veux voir les usines et les bureaux de tous les jours. Parce que c'est eux, ces bureaux, et elles, ces usines, qui ont besoin d'être défendus et d'être portés. Il faut donc ancrer dans les esprits, surtout celui des étudiants et lycéens, un message simple : l'industrie n'est pas finie, l'industrie est essentielle à l'économie d'un pays riche autant qu'à celle d'un pays émergent, l'industrie est le moteur des progrès de la productivité dans une société. La France aura une industrie en 2020, en 2040 et en 2060.

Je suis allé hier à Gandrange. Je vois un torrent de commentaires. Des spécialistes du laisser-faire. Ils ne croient à rien donc ils ne font rien. C'est assez logique. Comment voulez-vous que je laisse faire une chose pareille ? Le monde manque d'acier. Le prix de l'acier augmente. C'est le rôle du Président de la République, quand on veut fermer une aciérie, de se demander s'il n'y a pas quelque chose à faire pour qu'elle reste ouverte, surtout dans une région, chère à Gérard LONGUET, la Lorraine, qui a tellement souffert de la reconversion de la mine et de la restructuration de la sidérurgie. Qu'a-t-on expliqué à la Lorraine dans les années 60-70 ? Qu'il n'y a plus besoin de la sidérurgie et qu'on n'aurait plus besoin d'acier. Moyennant quoi, on a l'air malin aujourd'hui alors que le monde est en sous production de capacité d'acier. Ce n'est pas mon rôle que d'accepter sans rien faire qu'on réduise nos capacités de production d'acier alors que le coût de l'acier monte dans le monde. Je préfère donc, à Gandrange, que l'Etat investisse pour la formation des hommes ou pour les achats qui vont permettre d'investir et de moderniser l'usine plutôt que d'investir pour obliger les gens de 52 ans à rester chez eux à déprimer et à ne rien faire.

Je veux mettre l'argent de l'Etat au service d'une stratégie offensive et non pas une stratégie

détensive. Je veux permettre aux gens de travailler plus, pas être obligé de rester chez eux parce que l'on finance à prix d'or un plan social qui, à l'arrivée, aboutit à la dépression de toute une génération et de toute une région. Ce n'est pas ma conception d'une politique économique. Je le ferai chaque fois que je penserai qu'une usine, qu'une entreprise, qu'un site a un avenir. On ne peut pas sauver tout le monde.

Même quand on va fermer, je pense à Toul avec Michelin, qui est une entreprise extraordinaire. Sans doute, il y a un problème avec les pneus de moyenne qualité qui sont fabriqués. Alors, à ce moment là, je préfère que l'on mette l'argent, je le dis aux élus, non pas pour financer à prix d'or un programme social mais que l'on mette de l'argent pour faire de la revitalisation industrielle, pour créer des emplois, pour aider de nouveaux projets et que de nouveau la France redevienne un pays accueillant pour le travail.

Que voulez-vous que je vous dise ? En 2008, il est anormal que l'on se demande s'il faut travailler le dimanche. A quoi cela sert d'être le pays qui reçoit le plus de touristes au monde et d'avoir nos boutiques fermées le dimanche dans nos grandes villes. Si vous allez sur les Champs-Élysées, c'est extraordinaire : trottoir de droite, on a le droit de travailler le dimanche, trottoir de gauche, on n'a pas le droit. Essayez de trouver un technicien pour dire qu'à droite, c'était une zone touristique et à gauche, cela ne l'était pas. Franchement, pour qualifier la droite et la gauche, j'aurais fait autre chose.

Il faut récompenser le travail, il faut réconcilier la France avec le travail. Et enfin, je voudrais terminer par cela, ALSTOM nous donne l'exemple de la recherche et du développement. J'ai souhaité que nous fassions en 2007, je pèse mes mots, un effort historique pour la recherche-développement des entreprises. Nous avons porté le crédit d'impôt recherche à 30 % des dépenses de R&D, nous avons triplé le crédit. Et j'affirme que désormais la France a le régime le plus favorable au monde en matière de recherche et de développement. Avec cela, nous avons rendu les universités françaises autonomes et avec cela, nous allons pouvoir construire un appareil de recherche-développement au service de l'industrie française absolument sans précédent. J'ajoute que les chantiers sont immenses. Notre fiscalité doit devenir plus favorable à l'industrie. La France a des impôts sur la production trois fois plus lourds que la moyenne de la zone euro. Comment cela peut-il continuer ? Quand je pense que certains me disent : « Ah, il ne faut pas trop changer ». Ah bon, mais si on ne change pas trop on va mourir, voilà le théorème, voilà l'alternative : changer pour être compétitif ou mourir parce qu'on n'est plus compétitif. Alors comment veut-on garder nos usines si nous les taxons autant ?

Alors nous réformerons cette année la taxe professionnelle pour alléger le fardeau qui pèse sur l'industrie, voire mieux prendre en compte la santé financière des sites. Je sais que c'est une réforme difficile, parce que la taxe professionnelle est une ressource importante pour les collectivités locales. Mais si je suis ici, à la place qui est la mienne, ce n'est pas pour faire seulement les réformes faciles. Et ce n'est pas parce que l'industrie pèse moins qu'avant dans la richesse nationale qu'il ne faut pas s'en occuper. Sinon on enclenche un cercle vicieux : moins il y a d'industrie, moins on s'en occupe, et moins on s'en occupe, moins il y a d'industrie. Et à l'arrivée, c'est la mort d'une économie d'un grand pays.

Et pour finir, je crois qu'il faut retrouver un financement, Patrick, plus adapté, plus approprié à l'industrie. Et la Caisse des Dépôts doit se mobiliser pour lever des fonds et investir dans les entreprises petites et moyennes. Et plutôt que de laisser les fortunes quitter la France, j'ai voulu mobiliser l'impôt sur la fortune sur l'investissement dans les PME, en particulier les PME innovantes. Et je veux pousser notre système bancaire, qui en a bien besoin, et financier, à innover lui aussi un peu dans le financement des entreprises. Il me paraîtrait beaucoup plus sage que nos banques s'intéressent davantage à l'investissement dans des projets innovants que dans la gestion de salles de marché, qui ne sont rien d'autre que de lieux de spéculation sur les cours de la bourse, sur les cours des monnaies ou sur les cours des matières premières. Et à l'arrivée on voit le résultat, il n'est guère brillant. Je parle du système financier international, parce qu'avec la mutualisation des risques, les nouveaux produits de titrisation et l'absence de transparence, c'est le travail des ouvriers, c'est le travail des ingénieurs qui se trouve mis par terre parce qu'un certain nombre d'intervenants spéculent de façon plus ou moins transparente.

terre parce qu'un certain nombre d'intervenants spéculent de façon plus ou moins transparente. Ce qu'on attend d'un système financier, c'est qu'il assure la prime à l'entrepreneur et non pas aux spéculateurs. Et je trouve très curieux qu'il y ait tant d'entrepreneurs qui aient du mal à lever des fonds alors qu'on voit tant de spéculateurs dans les périodes de bulles spéculatives qui n'ont aucune difficulté à acheter n'importe quoi pour je ne sais qui, à n'importe quel prix. Et finalement, tous les dix ans, on se retrouve avec une bulle spéculative, qu'elle soit dans l'immobilier, en Espagne, ou sur Internet. Et bien, ce n'est quand même pas le rôle d'un système financier que d'assurer la prime à la spéculation, alors qu'on a tant de projets, tant de technologies, tant de façons d'être innovants et de porter pour l'emploi et pour l'avenir de l'économie française des projets qui me semblent beaucoup plus productifs.

Vous le voyez, en ce qui concerne le gouvernement, la ligne est simple : tout faire pour libérer les forces de travail en France, laisser les gens travailler, permettre que les discussions aient lieu dans l'entreprise sur la durée du temps de travail. Permettre que les gens puissent gagner plus en travaillant davantage. Permettre que les gens puissent cumuler une retraite et un emploi. Permettre que les gens puissent partir plus tard à la retraite s'ils ont des besoins de pouvoir d'achat. Permettre à vous, les entrepreneurs, d'avoir davantage de flexibilité, pour pouvoir être plus compétitifs.

Et finalement, vous l'avez compris, être ici avec l'AGV et toute l'équipe que je veux féliciter pour ce travail remarquable, c'est être au fond avec des gens qui aiment leur travail, qui aiment leur entreprise, qui sont fiers de leur entreprise et de leur travail. Finalement grâce à des gens comme vous l'économie française a de bien beaux jours devant elle. Je vous remercie.